

**Nations unies - MONUSCO - RDC -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 26 juillet 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie chaleureusement la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies, Mme Leila Zerrougui, pour son intervention très éclairante mais aussi et plus largement pour son engagement et son action exemplaire ainsi que celle de ses équipes. Je remercie également Mme Justine Masika Bihamba, coordinatrice de synergie des femmes pour les victimes des violences sexuelles, pour son témoignage aussi important qu'inspirant. Je remercie enfin l'ambassadeur du Koweït pour son intervention en sa qualité de président du comité 1533.

Monsieur le Président,

En cette période cruciale pour l'avenir de la RDC, notre priorité commune est claire : il s'agit d'organiser les élections à la date prévue, en décembre 2018, mais aussi d'assurer qu'elles se tiennent dans de bonnes conditions. En effet, seuls le plein respect de la constitution et la transition démocratique sont de nature à garantir la stabilité de la RDC et de toute la région.

Il s'agit d'un défi mais aussi d'une chance historiques pour la RDC.

À partir de là, notre feuille de route commune est d'encourager les autorités à prendre toutes les mesures en ce sens, et d'appeler toutes les parties prenantes à respecter l'esprit de consensus qui a prévalu lors de la signature de l'accord politique du 31 décembre 2016.

Dans ce cadre, le maintien de l'unité des partenaires internationaux est crucial pour la réussite du processus. Au-delà de l'unité montrée par le Conseil de Sécurité, nous devons continuer à travailler en étroite concertation avec l'Union africaine et les pays de la région, qui jouent un rôle essentiel. Je veux saluer à cet égard l'adoption le 19 juillet dernier du communiqué conjoint entre le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité, qui illustre parfaitement la convergence de vue entre nos deux Conseil sur la RDC. C'est un point essentiel.

Je souhaite insister plus particulièrement ici sur deux éléments essentiels pour le succès du processus engagé :

1/ Le premier élément, c'est la nécessité de rétablir la confiance des Congolais dans les préparatifs techniques des élections.

Les délais sont respectés, pour la plupart, jusqu'à présent. C'est un point positif. L'audit du fichier électoral par l'Organisation Internationale de la Francophonie a montré que le fichier était perfectible, et la CENI s'est engagée à faire les corrections nécessaires. C'est une bonne chose, et nous attendons que des gestes concrets soient rapidement pris en ce sens.

Certaines incertitudes demeurent cependant, notamment concernant les machines à voter et la logistique des élections.

Sur la logistique, nous avons pris note de la volonté de la RDC de prendre en charge financièrement l'intégralité de l'organisation des élections. Je veux cependant rappeler, en écho à ce que vient de dire Mme Zerrougui, que la MONUSCO est à la disposition de la RDC pour lui fournir un appui logistique. Les ressources nécessaires ont été mises à disposition par l'Assemblée générale des Nations unies. Il est indispensable que les autorités compétentes transmettent à la MONUSCO toutes les informations nécessaires pour que la Mission soit en mesure d'apporter cet appui en temps voulu, le cas échéant. Une remise en cause du calendrier et du bon déroulement des élections pour des questions logistiques doit impérativement être évitée.

Sur les machines à voter, nous appelons la CENI à faire preuve de transparence pour que tous les citoyens aient accès aux machines et puissent se familiariser avec leur fonctionnement. Un certain nombre de questions techniques se posent. Des réponses doivent pouvoir y être apportées pour garantir la confiance de tous dans les préparatifs techniques de ces élections.

2/ La deuxième condition du succès est la nécessité de garantir la crédibilité du processus politique menant aux élections.

Au-delà du respect des différentes étapes du calendrier électoral, la transparence du processus électoral mais aussi l'ouverture de l'espace politique et démocratique sont essentiels en effet pour la tenue d'élections crédibles et apaisées.

La tenue de meetings politiques sans incidents à Kinshasa ces dernières semaines est un signal positif. Il faut poursuivre dans cette voie. Nous appelons notamment le gouvernement congolais à lever l'interdiction générale de manifester et à prendre des mesures tangibles pour la mise en oeuvre intégrale de l'accord du 31 décembre, en particulier les mesures de décrispation. Je pense à la libération des prisonniers politiques et d'opinion, et à la fin des poursuites judiciaires politiquement motivées notamment. Tous les candidats doivent pouvoir concourir librement et dans des conditions égales et les électeurs doivent être en mesure de faire leurs choix en pleine connaissance et sans contraintes.

Dans ce contexte, le respect des droits de l'Homme, et notamment des engagements pris par les autorités devant le Conseil des droits de l'Homme à Genève, est naturellement un élément crucial.

3/ Je terminerai Monsieur le Président sur la situation sécuritaire et humanitaire. Elle reste préoccupante. De nouveaux foyers de tensions ont émergé à l'Est du pays, faisant de nombreuses victimes civiles. Les enquêtes du groupe d'experts commissionnés par le Conseil des droits de l'Homme sur les Kasai ont montré que des crimes de guerres et crimes contre l'humanité auraient été commis dans la région.

La MONUSCO a réagi avec célérité pour répondre à ces tensions. Cela montre la pertinence de son nouveau concept d'opération de "protection par projection". Je salue l'important travail accompli par la Mission et l'encourage à poursuivre sa transformation pour une efficacité optimale.

Le Conseil de sécurité a, de son côté, envoyé un message clair aux auteurs d'exactions en imposant de nouvelles sanctions à l'encontre d'individus responsables de violations graves des droits de l'Homme. L'impunité ne saurait être tolérée. La France encourage les autorités congolaises à enquêter sans délai sur les exactions rapportées par les enquêteurs du Conseil des droits de l'Homme pour que leurs auteurs soient traduits en justice.

Monsieur le Président, la France, avec ses partenaires du Conseil de sécurité, de l'Union africaine et de la région, restera résolument engagée aux côtés de la RDC pour s'assurer que les élections se déroulent dans de bonnes conditions et qu'elles ouvrent une phase de stabilité et de développement pour le pays et sa population.

Je vous remercie./.